

*Les subsides*

longtemps. Le gouvernement de l'Alberta a investi une bonne partie de l'argent du Fonds du patrimoine dans les parcs et les hôpitaux; c'est de l'argent irrécupérable. On ne peut vendre les parcs et les hôpitaux, et on en obtiendrait pas beaucoup de toute façon. Il n'y a pas grand-chose ni à écouler ni à utiliser dans le Fonds du patrimoine.

Il faut voir la situation en Alberta sous son véritable jour, non pas pour pérorer, pour trouver des excuses ou pour rejeter ses responsabilités sur quelqu'un d'autre. Il faut envisager les problèmes de façon réaliste. Il faut cesser de se mettre des oeillères, et bien se dire que les problèmes de cette région doivent être réglés le plus tôt possible.

Le député de Crowfoot (M. Malone) parle de sommets pré-alphabétiques et de réunions agricoles. Il se trouve que les copains du régime, les Américains, ont encore une fois laissé tomber le gouvernement conservateur dans le dossier des producteurs de blé. Pour lutter contre les concessions consenties aux agriculteurs dans le Marché commun, les États-Unis ont décidé de subventionner leurs producteurs de blé mettant ainsi nos producteurs en très fâcheuse posture. On ne peut se contenter de dire: «Ces Américains sont des vauriens. Voyez ce qu'ils ont fait. Nos agriculteurs sont vraiment des types très bien et pareille chose n'aurait jamais dû leur arriver. Nous ne pouvons vraiment rien faire car la question n'est pas de notre ressort.»

Si le gouvernement conservateur est conscient des problèmes des agriculteurs comme il le prétend et s'il les examine aussi souvent, pourquoi les autres pays se moquent-ils de nous comme jamais auparavant? Parce que le gouvernement n'est pas respecté à l'échelle internationale. Les autres pays ont l'impression que le gouvernement conservateur tient à tel point à un accord de libre-échange que les Américains peuvent faire tout ce qu'ils veulent à condition de dire que les mesures qu'ils prennent amélioreront les chances du Canada d'obtenir cet accord. Un accord de libre-échange serait une bonne chose s'il ne nous fallait pas, pour l'obtenir, vendre notre pays. Il y a bien des choses que notre pays et les Canadiens souhaitent obtenir, mais à quel prix? Faut-il pour cela vendre notre pays, nos ressources et notre culture, restreindre notre pouvoir décisionnel en matière de défense, d'armements nucléaires, de sous-marins dans l'Arctique? Nous cesserons d'être un pays souverain si nous cédon à toutes les demandes des Américains. Je ne suis pas anti-américain. Les États-Unis sont de bons voisins, mais c'est un pays distinct, tout comme le Canada. Nous devons nous respecter mutuellement. Or, les Américains n'ont aucun respect pour le Canada.

Les problèmes actuels du secteur énergétique ne découlent pas, et j'insiste là-dessus, du Programme énergétique national. Quand les prix étaient plus élevés, l'activité a repris et tout laissait croire que dans l'ouest du Canada, y compris l'Alberta, l'économie connaîtrait une expansion soudaine. Personne en 1985 ne prétendait que le Programme énergétique national avait coulé l'industrie pétrolière et gazière de l'Ouest. Il n'en était pas question du tout. Mais quand le prix du pétrole est tombé à moins de 10 \$ américains le baril, d'un seul coup tous les problèmes ont été imputés à la baisse des cours mondiaux du pétrole et au Programme énergétique national. C'est tout à fait injuste. Ce n'est pas juste pour le parti libéral ni pour les Albertains. Il n'est pas juste de prétendre que le Programme

énergétique national soit aujourd'hui responsable des problèmes de l'Alberta.

Le député de Crowfoot (M. Malone) dit que 56 milliards de dollars ont quitté l'Alberta. Son gouvernement a été au pouvoir durant cet effondrement des cours mondiaux du pétrole. Quelle est la quantité d'argent qui est répartie vers l'Alberta depuis que son gouvernement est au pouvoir? Ce gouvernement a une telle hantise du mot réglementation qu'il vient de renoncer totalement à aider le secteur de l'énergie.

Revenons par exemple à ce qui s'est passé quand les cours mondiaux du pétrole se sont effondrés. Ils ont commencé à baisser en janvier 1986. Il ne s'est rien passé. Mois après mois, on a parlé de supprimer l'impôt sur les revenus pétroliers.

**M. Malone:** Mis en place par qui?

**M. MacLellan:** En outre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) devait partir en Alberta annoncer l'abolition de l'IRP. Il est allé dans l'Ouest et a parlé de la gravité de la situation de l'industrie du pétrole et du gaz en Alberta, et il est parti. Pourquoi? Probablement parce que le ministre de l'Énergie de l'Alberta a déclaré qu'il allait peut-être annoncer l'abolition de l'IRP. Le mois suivant, il y avait des élections locales à Pembina, et le candidat du gouvernement n'était pas en trop bonne posture. Tout d'un coup, il y a eu un repli et les gens et les papiers se sont mis à circuler dans tous les sens. Il y a eu des réunions, et le ministre de l'Énergie est parti en Alberta annoncer l'abandon, l'abolition et la suppression complète de l'IRP. Quelle curieuse coïncidence que cette déclaration ait eu lieu juste quelques jours avant les élections de Pembina.

La situation continue d'empirer. Pourquoi, monsieur le Président? Pas parce que les choses ont changé. La situation en mars 1987 est toujours la même qu'en mars 1986 et en décembre 1986. La situation se détériore parce que cet état de choses s'est prolongé pendant tout ce temps-là. Le recul de ce secteur s'est poursuivi.

● (1650)

Ce qui a fait le plus de tort, c'est l'incertitude persistante. Dans le secteur des hydrocarbures, on ne sait plus sur quel pied danser. On ne sait pas si le gouvernement va fournir de l'aide. On ne sait pas si le cours du pétrole va monter, baisser ou rester stable. La planification est devenue impossible. Sur le plan économique, la question est simple. Lorsque l'industrie battait de l'aile, on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'elle planifie de grands investissements. C'est pourtant ce que le gouvernement veut nous faire croire. Lorsqu'il a supprimé l'impôt sur les revenus pétroliers, le gouvernement a dit s'attendre à ce que les grandes pétrolières réinvestissent les sommes ainsi dégagées dans le secteur énergétique. Le gouvernement a autant d'ingénuité que celui qui s'appête à gager à nouveau sur la reprise après avoir perdu cinq dollars sur un but au hockey. Combien de fois n'a-t-on pas pu constater que la philanthropie n'est pas la vertu cardinale des multinationales du pétrole? Et je ne dis pas cela pour leur lancer la pierre. Je dis simplement que ce sont des sociétés pétrolières multinationales et qu'elles s'emploient à acheter et à vendre des hydrocarbures partout dans le monde. Elles ne deviennent pas philanthropes ou nationalistes pour autant. Elles ne deviennent pas une prolongation du gouvernement canadien ou de la société canadienne. Nous